



MEDIAPART

SÉRIE EP. 3 Lumumba, 1961 : un crime d'État néocolonial

La mémoire de Patrice Lumumba résiste à l'annihilation occidentale

La famille du leader congolais n'a pas renoncé à obtenir justice et vérité, soixante-cinq ans après son assassinat. Devenu une « icône de la libération » de l'Afrique, l'ancien premier ministre du Congo incarne l'idéal d'une souveraineté pleine et entière des États africains.

Fanny Pigeaud

5 août 2026 à 15h19

Soixante-cinq ans après l'assassinat de Patrice Lumumba, aucun responsable belge impliqué n'a été jugé. Le 18 mai 2026, la mort du mis en cause Étienne Davignon, 93 ans, a définitivement clos la procédure ouverte à Bruxelles à la suite d'une plainte déposée en 2011 par les enfants de l'ancien premier ministre congolais contre dix personnes.

Figure centrale de l'indépendance du Congo, proclamée le 30 juin 1960, Patrice Lumumba avait été renversé moins de trois mois plus tard, après une série de complots orchestrés par la Belgique et les États-Unis. Arrêté puis transféré dans la province sécessionniste du Katanga, il avait été exécuté le 17 janvier 1961, à 35 ans, avec deux compagnons, Maurice Mpolo et Joseph Okito.

Étienne Davignon, alors jeune diplomate belge en poste à Léopoldville puis à Brazzaville, était poursuivi pour crimes de guerre et l'assassinat des trois hommes. Dernier survivant parmi les dix mis en cause, il avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel en mars 2026 avant de faire appel.

*« Si un procès avait eu lieu, cela aurait été la première fois, au niveau international, qu'un haut responsable était jugé pour un crime lié à la colonisation et à la décolonisation d'un pays », souligne Ludo De Witte, sociologue et auteur de *L'Assassinat de Lumumba* (1999), auprès de Mediapart.*



Étienne Davignon à son bureau à Bruxelles en 2008. © Photo Jimmy Kets / REPORTERS / REA

Pour lui, l'affaire aurait dû être jugée depuis longtemps : *« Mon livre mais aussi le rapport rendu en 2001 de la commission parlementaire belge chargée d'enquêter sur ce crime démontraient clairement le rôle des dirigeants et des fonctionnaires belges. »*

L'instruction de la plainte délibérément ralentie

Cette commission avait conclu à une « *responsabilité morale* » de certains représentants, ce qui avait poussé les autorités à présenter des excuses officielles à la famille Lumumba et au peuple congolais. Les enfants du leader congolais avaient toutefois engagé une procédure pour obtenir une reconnaissance juridique des faits.

L'instruction de leur plainte a ensuite été délibérément ralentie jusqu'au décès des personnes citées, accuse Ludo De Witte : l'establishment belge refuse de reconnaître la réalité de la colonisation et les logiques néocoloniales qui ont accompagné la décolonisation.

« Pendant dix ans, rien ne s'est passé. La plainte a été bloquée, gelée », témoigne Juliana Lumumba, fille de Patrice Lumumba. En juin 2020, elle a adressé une lettre ouverte au roi des Belges pour demander ce qu'il était advenu de la dépouille de son père et obtenir le retour au Congo de ses « *restes* » conservés par le policier belge Gérard Soete, lequel avait affirmé dans des interviews avoir fait disparaître son corps. Soixante ans après son assassinat, en 2020, écrivait-elle, celui qui incarne l'indépendance du Congo demeure « *un héros sans*

sépulture », « un mort privé d'oraison funèbre ».

La répression, menée avec l'aide militaire et logistique des États-Unis et de la Belgique, aurait fait un million de morts.

La Belgique est dans une position d'autant plus délicate qu'admettre son rôle dans la mort de Patrice Lumumba revient aussi à assumer son implication dans l'ascension de Joseph-Désiré Mobutu et ses conséquences. « Elle a mis au pouvoir un régime qui, pendant trois décennies, a complètement détruit le Congo », commente Ludo De Witte.

Le long règne de Mobutu s'est ouvert avec l'écrasement sanglant, en 1965, d'une rébellion lancée dans l'est du pays par d'anciens compagnons de Patrice Lumumba, rappelle le politologue Herbert Weiss, qui décrit cette insurrection comme « la plus grande révolution en Afrique post-indépendante contre un régime africain soutenu par l'Occident ». La répression, menée avec l'aide militaire et logistique des États-Unis et de la Belgique, aurait fait un million de morts.

« Quand on a assassiné Lumumba, on a aussi assassiné la démocratie congolaise », fait remarquer Juliana Lumumba. « Il ne faut pas oublier qu'il avait gagné les élections et qu'il disposait de la majorité parlementaire. »

Faute de reconnaître pleinement ses responsabilités, la Belgique s'en tient à des gestes symboliques. En juin 2022, elle a restitué à la famille une dent de Patrice Lumumba conservée par Gérard Soete. À cette occasion, le premier ministre d'alors, Alexander De Croo, a exprimé les « regrets sincères » de la Belgique.

Nouvelle action judiciaire contre l'État belge

« Nous avons pris acte de ces "regrets". Mais nous voulons que cela aille plus loin et comprendre pourquoi, comment et par qui tout cela a été rendu possible », réagit Yvan Lumumba, l'un des petits-enfants du dirigeant congolais.

Pour Mehdi Lumumba, un autre petit-fils, son grand-père « incarnait la dignité et le courage politique. Il portait le projet d'un Congo libre, souverain, respecté et capable de parler d'égal à égal avec le reste du monde ».

Mais il tient aussi à rappeler une réalité trop souvent reléguée au second plan : l'assassinat « n'a pas seulement interrompu une trajectoire politique, il a brisé une famille », dit-il. « La nôtre a été humiliée, séparée. Nos parents ont été durablement marqués. »



Juliana Amato Lumumba lors d'une entrevue à Montréal, en avril 2026. © Photo Graham Hughes / La Presse canadienne / Abaca

« C'est l'histoire d'un homme contre lequel une campagne de déstabilisation a été organisée, des complots montés, puis qu'on a assassiné. Or, lorsqu'un homme est assassiné, justice doit être rendue », ajoute Yvan Lumumba. Pour y parvenir, plusieurs membres de la famille préparent une nouvelle action judiciaire, cette fois dirigée contre l'État belge. « La quête de justice pour Patrice Lumumba, pour ses descendants et pour les idéaux qu'il incarnait – la souveraineté, l'émancipation et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – se poursuit », ont déclaré leurs avocat·es.

« Mon père appartient à l'histoire du Congo mais aussi à celle de la Belgique. C'est une histoire commune qu'il faut assumer dans toutes ses dimensions. »

Juliana Lumumba, fille du leader indépendantiste

Alors que leurs parents prennent de l'âge et que l'un d'eux, Roland, est décédé cette année, certains des petits-enfants veulent reprendre le flambeau. « Le besoin de justice ne disparaît pas avec les générations », affirment-ils. Leur démarche s'inscrit dans une lutte plus large contre l'impunité. « On a voulu faire croire que le temps efface les crimes. Nous pensons au contraire que certains deviennent encore plus graves lorsqu'ils restent entourés de silence pendant des décennies », précise Mehdi Lumumba.

Juliana Lumumba, quant à elle, reste avant tout en « *quête de vérité* ». « *De nombreuses zones d'ombre* » subsistent, notamment sur le rôle des Nations unies et de la CIA dans l'assassinat de Lumumba, ainsi que sur un accord entre la Belgique et les États-Unis autour de l'uranium congolais, déplore-t-elle.

Elle doute que les corps des trois hommes aient réellement été dissous dans l'acide, une opération nécessitant d'importantes quantités de produit. Elle s'indigne que Gérard Soete n'ait jamais été auditionné avant sa mort, en juin 2020, et qu'aucun responsable n'ait exprimé publiquement son indignation face à ces assassinats. « *Que représentait Lumumba pour qu'on en arrive à une fin aussi horrible ?* », demande-t-elle.

L'exigence de transparence « *ne concerne pas seulement ses enfants* » : « *Mon père appartient à l'histoire du Congo mais aussi à celle de la Belgique. C'est une histoire commune qu'il faut assumer dans toutes ses dimensions, positives comme négatives* », affirme-t-elle.

« Une source d'inspiration »

Quoi qu'en décident les autorités concernées, et malgré les efforts de ses adversaires pour effacer sa mémoire, Patrice Lumumba est depuis longtemps passé à la postérité. Il est une référence majeure dans les débats sur la souveraineté du Congo – devenu la République démocratique du Congo (RDC) –, le contrôle de ses ressources et l'héritage inachevé de la décolonisation.



Une banderole avec la photo de Patrice Lumumba, alors que son cercueil est transporté par des militaires depuis un avion à son arrivée à Tshumbe, en République Démocratique du Congo, le 22 juin 2022. Le cercueil de Patrice Lumumba, est retourné dans sa région d'origine pour y être enterré plus de six décennies après son assassinat. © Photo Junior Kannah / AFP

En RDC, son nom revient de plus en plus souvent, indique l'historien Didier Gondola. Le centenaire de sa naissance, en 2025, a ainsi donné lieu à de nombreuses manifestations et publications. Ce regain d'intérêt tient en partie au fait que le pays se trouve « *à la croisée des chemins* », confronté à la même interrogation fondamentale : quel projet politique suivre ?

Celui de Lumumba ou celui de Léopold II ? Dans ce territoire devenu « *une sorte de zone internationale* », livré aux intérêts étrangers et aux multinationales, une partie de la population se tourne de nouveau vers le projet lumumbiste, explique Didier Gondola : celui d'un État souverain, dont les ressources profitent d'abord à ses citoyen·nes.

À l'échelle internationale, Patrice Lumumba est « *une icône de la libération de l'Afrique, libération qui n'est toujours pas pleinement réalisée* », constate Ludo De Witte. Son message conserve une forte actualité : il exprime l'exigence d'une « *décolonisation réelle* », ce qui implique de « *lutter contre le néocolonialisme* », un système dans lequel, derrière une souveraineté formelle des États, « *les pouvoirs économiques et financiers essentiels restent contrôlés par les marchés internationaux et les multinationales* ».

« *Nos pays ne sont pas propriétaires des moyens de production et les populations ne profitent pas des fruits de leur sol* », résume Yvan Lumumba. « *C'est pour cela que Lumumba et son combat sont toujours une source d'inspiration.* »

Il reste pourtant des aspects du parcours, de la vision et de l'action du premier chef de gouvernement congolais, qui méritent d'être davantage mis en lumière, pense l'historienne Élisabeth Dikizeko. D'abord, son ascension politique. Comment Lumumba a-t-il pu s'imposer dans un système colonial qui bloquait toute vie politique ? Cette question est essentielle pour comprendre le personnage et la profondeur de son engagement.

Projet politique de Lumumba

La création, avec ses compagnons de lutte, du Mouvement national congolais (MNC), en octobre 1958, constitue une autre étape clé encore peu étudiée. C'est en grande partie grâce à lui qu'il accède au pouvoir. Il est

d'ailleurs le seul dirigeant congolais élu lors d'élections véritablement démocratiques et disposant d'une assise nationale, insiste l'historienne.

Pour Yvan Lumumba, on n'a pas encore pris toute la mesure de la pensée politique de son grand-père. Pragmatique, Patrice Lumumba prônait une « neutralité positive » : travailler avec tous les partenaires étrangers mais dans le respect de la dignité et des intérêts du Congo.

Convaincu que le modèle politique occidental ne pouvait être transposé tel quel en Afrique, il défendait une voie propre, ancrée dans les réalités locales et nourrie de ce que l'Occident avait produit de meilleur. « *Il avait compris que les Africains avaient devant eux un long combat pour concrétiser ce projet* », note son petit-fils.

« Ils ont voulu écraser méthodiquement l'homme libre, ils l'ont rendu immortel. »

Serge Michel, attaché de presse de Patrice Lumumba

Cette ambition de transformation sociale concernait

aussi les femmes, aspect souvent négligé de son héritage. Dès les années 1950, Patrice Lumumba défend l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et les garçons ainsi que le droit de vote des femmes, font observer Yvan Lumumba et Élisabeth Dikizeko.

L'intensité exceptionnelle de son action doit aussi être prise en compte. En quelques semaines, Lumumba affronte une succession de crises, multiplie les déplacements, négocie. « *Peu de dirigeants ont eu à porter un tel fardeau, et à un âge aussi jeune* », relève Élisabeth Dikizeko. Une épreuve d'autant plus lourde qu'il vit en même temps des drames personnels, notamment la perte d'un enfant.

En attendant que la justice établisse toutes les responsabilités de son assassinat, l'histoire a déjà tranché : il continue d'être lu, cité, discuté bien au-delà du Congo. Comme l'a écrit Serge Michel, qui fut un de ses attachés de presse : « *Ils ont voulu écraser méthodiquement l'homme libre, ils l'ont rendu immortel.* »

Fanny Pigeaud